

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA, trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2016-05-27

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Vaudreuil-Dorion et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Vaudreuil-Dorion et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Vaudreuil-Dorion inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2016-05-27

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	52 544 346	55 093 323	55 866 352		55 866 352
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 073 387	766 862	1 034 059		1 034 059
Quotes-parts	3				1 305 255	
Transferts	4	1 221 037	1 200 728	1 865 254	3 396 101	3 373 458
Services rendus	5	4 171 298	3 943 575	4 521 004	1 598 832	6 119 836
Imposition de droits	6	3 336 208	3 168 191	3 423 022		3 423 022
Amendes et pénalités	7	579 551	479 500	473 464		473 464
Intérêts	8	761 032	530 200	624 063		10 247
Autres revenus	9	40 333	65 000	79 367		160 976
	10	63 727 192	65 247 379	67 886 585		6 471 411
Investissement						
Taxes	11	40 287		9 645		9 645
Quotes-parts	12					
Transferts	13	151 250	958 017	10 756 442		10 756 442
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	537	7 996 333	19 181		19 181
Autres	15	924 835		1 437 603		1 437 603
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	1 116 909	8 954 350	12 222 871		12 222 871
	18	64 844 101	74 201 729	80 109 456		6 471 411
Charges						
Administration générale	19	7 062 560	7 153 686	6 784 797	89 433	6 874 230
Sécurité publique	20	6 673 273	9 004 409	7 002 241	430 110	7 432 351
Transport	21	8 655 322	9 990 461	8 888 229	5 112 113	4 682 103
Hygiène du milieu	22	8 446 645	9 116 462	8 512 060	4 498 881	13 010 941
Santé et bien-être	23	674 760	693 764	682 612		72 697
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 742 510	3 075 413	2 810 883	14 394	2 825 277
Loisirs et culture	25	12 919 705	12 469 150	13 901 933	1 679 303	13 693 339
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	5 635 334	5 354 476	5 548 573		2 359
Amortissement des immobilisations	28	10 959 239	10 457 462	11 824 234	(11 824 234)	
	29	63 769 348	67 315 283	65 955 562		4 757 159
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 074 753	6 886 446	14 153 894		1 714 252

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 074 753	6 886 446	14 153 894	1 714 252	15 868 146
Moins: revenus d'investissement	2	(1 116 909)	(8 954 350)	(12 222 871)	()	(12 222 871)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(42 156)	(2 067 904)	1 931 023	1 714 252	3 645 275
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	10 959 239	10 457 462	11 824 234	35 125	11 859 359
Produit de cession	5	34 094		1 575		1 575
(Gain) perte sur cession	6	82 315		(1 575)		(1 575)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	11 075 648	10 457 462	11 824 234	35 125	11 859 359
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12	30 000				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	30 000				
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	214 699	374 760	616 688		616 688
Remboursement de la dette à long terme	17	(8 437 573)	(8 845 302)	(8 860 329)		(8 860 329)
	18	(8 222 874)	(8 470 542)	(8 243 641)		(8 243 641)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 403 770)	(788 000)	(918 411)	(38 961)	(957 372)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	722 949	1 120 628	74 901	(125 696)	(50 795)
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 136 628	61 781	1 138 628		1 138 628
Réserves financières et fonds réservés	22	1 420 127	(313 425)	(561 527)	(6 141)	(567 668)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 356)		(2 074)		(2 074)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 874 578	80 984	(268 483)	(170 798)	(439 281)
	26	4 757 352	2 067 904	3 312 110	(135 673)	3 176 437
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 715 196		5 243 133	1 578 579	6 821 712

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	1 116 909	8 954 350	12 222 871		12 222 871
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(160 187)	(40 000)	(66 587)	()	(66 587)
Sécurité publique	3	(801 647)	(244 500)	(427 311)	()	(427 311)
Transport	4	(4 618 943)	(14 160 750)	(5 939 640)	(38 961)	(5 978 601)
Hygiène du milieu	5	(19 157 308)	(46 837 990)	(36 341 995)	()	(36 341 995)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(2 070 685)	(1 236 000)	(2 507 509)	()	(2 507 509)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(26 808 770)	(62 519 240)	(45 283 042)	(38 961)	(45 322 003)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(864 275)	()	(259 735)	()	(259 735)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 701 449	51 122 223	44 729 968		44 729 968
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	1 403 770	788 000	918 411	38 961	957 372
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	587 935		85 829		85 829
Excédent de fonctionnement affecté	16	90 230	121 667	700 339		700 339
Réserves financières et fonds réservés	17	1 987 499	1 533 000	533 155		533 155
	18	4 069 434	2 442 667	2 237 734	38 961	2 276 695
	19	(16 902 162)	(8 954 350)	1 424 925		1 424 925
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(15 785 253)		13 647 796		13 647 796

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 074 753	6 886 446	14 153 894	1 714 252	15 868 146		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(26 808 770)	(62 519 240)	(45 283 042)	(38 961)	(45 322 003)		
Produit de cession	3	34 094		1 575		1 575		
Amortissement	4	10 959 239	10 457 462	11 824 234	35 125	11 859 359		
(Gain) perte sur cession	5	82 315		(1 575)		(1 575)		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(15 733 122)	(52 061 778)	(33 458 808)	(3 836)	(33 462 644)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	(14 196)		30 483		30 483		
Variation des autres actifs non financiers	10	(77 683)		196 992	(862)	196 130		
	11	(91 879)		227 475	(862)	226 613		
	12	(14 750 248)	(45 175 332)	(19 077 439)	1 709 554	(17 367 885)		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(14 750 248)	(45 175 332)	(19 077 439)	1 709 554	(17 367 885)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(149 356 605)		(165 542 330)	1 469 008	(164 073 322)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(1 435 477)			(4 156 553)	(4 156 553)		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(150 792 082)		(165 542 330)	(2 687 545)	(168 229 875)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(165 542 330)		(184 619 769)	(977 991)	(185 597 760)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	16 256 837	21 793 944	1 593 462	23 387 406
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	28 675 147	38 658 030	1 713 031	39 721 755
Prêts (note 6)	4	1 346 000	1 605 735		1 379 735
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	1 393 000	1 677 000		1 677 000
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	47 670 984	63 734 709	3 306 493	66 165 896
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	19 972 544	15 003 335	649 702	15 653 037
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	17 903 950	22 731 857	2 198 199	24 280 750
Revenus reportés (note 12)	13	2 292 414	2 120 978	171 919	2 292 897
Dette à long terme (note 13)	14	173 044 406	208 498 308	1 264 664	209 536 972
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	213 213 314	248 354 478	4 284 484	251 763 656
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(165 542 330)	(184 619 769)	(977 991)	(185 597 760)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	322 035 920	355 494 728	769 865	356 264 593
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 879	10 879		10 879
Stocks de fournitures	20	501 360	470 877	21 845	492 722
Autres actifs non financiers (note 17)	21	684 615	487 623	39 585	527 208
	22	323 232 774	356 464 107	831 295	357 295 402
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	5 223 617	5 383 871	(904 977)	4 478 894
Excédent de fonctionnement affecté	24	12 015 222	15 098 404	187 215	15 285 619
Réserves financières et fonds réservés	25	3 160 630	3 245 654	1 065 865	4 311 519
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(2 511 453)	(2 795 002)	(73 377)	(2 868 379)
Financement des investissements en cours	27	(24 990 838)	(11 399 694)		(11 399 694)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	164 793 266	162 311 105	(421 422)	161 889 683
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	157 690 444	171 844 338	(146 696)	171 697 642

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 074 753	14 153 894	1 714 252	15 868 146
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	10 959 239	11 824 234	35 125	11 859 359
Autres					
- Red.F.P.T.J.-Centre multi.	3	(1 435 477)		(2 832 877)	(2 832 877)
- Gain/perte sur disposition	4	82 315	(1 575)		(1 575)
	5	10 680 830	25 976 553	(1 083 500)	24 893 053
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	323 911	(9 982 883)	583 834	(9 392 320)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	1 492 996	4 827 907	274 706	5 095 884
Revenus reportés	9	1 771 179	(171 436)	171 919	483
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	561 000	(284 000)		(284 000)
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(14 196)	30 483	(21 845)	8 638
Autres actifs non financiers	13	(77 683)	196 992	(38 029)	158 963
	14	14 738 037	20 593 616	(112 915)	20 480 701
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	26 808 770 ) (	45 283 042 ) (	38 961 ) (	45 322 003)
Produit de cession	16	34 094	1 575		1 575
	17	(26 774 676)	(45 281 467)	(38 961)	(45 320 428)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	864 275 ) (	259 735 ) (	) (	259 735)
Remboursement ou cession	19	30 000			
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23	(834 275)	(259 735)		(259 735)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	6 916 148	45 346 656	1 038 664	46 385 320
Remboursement de la dette à long terme	25 (	9 282 402 ) (	9 732 329 ) (	) (	9 732 329)
Variation nette des emprunts temporaires	26	4 358 371	(4 969 209)	649 702	(4 319 507)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	80 307	(160 425)		(160 425)
Autres					
- Dette centre red.	28			(1 038 664)	(1 038 664)
- Emprunt temp. centre red.	29			(649 702)	(649 702)
	30	2 072 424	30 484 693		30 484 693
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(10 798 490)	5 537 107	(151 876)	5 385 231
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	27 055 327	16 256 837	1 095 636	17 352 473
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	16 256 837	21 793 944	943 760	22 737 704

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>Total</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé¹</u>
Rémunération	1	12 886 830	14 864 860	13 619 068	256 693	13 875 761
Charges sociales	2	4 162 803	4 385 153	3 746 539	76 429	3 822 968
Biens et services	3	21 606 267	24 238 656	21 981 668	3 343 737	25 325 405
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	4 965 050	5 167 456	5 082 938		5 082 938
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	335 094	1 020	361 182		361 182
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	335 190	186 000	104 453	2 359	106 812
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	4 449 686	5 887 641	4 515 500		3 210 245
Autres	10					
Autres organismes	11	4 010 200	2 127 035	4 659 714	1 040 786	3 812 603
Amortissement des immobilisations	12	10 959 239	10 457 462	11 824 234	35 125	11 859 359
Autres						
- Indemnités, dommages,	13	58 989		60 266	2 030	62 296
-	14					
-	15					
	16	63 769 348	67 315 283	65 955 562	4 757 159	67 519 569

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	55 093 323	55 875 997	52 584 633
Compensations tenant lieu de taxes	2	766 862	1 034 059	1 073 387
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 147 045	14 129 900	2 767 516
Services rendus	5	4 626 663	6 119 836	5 580 973
Imposition de droits	6	3 168 191	3 423 022	3 336 208
Amendes et pénalités	7	479 500	473 464	579 551
Intérêts	8	535 675	634 310	775 192
Autres revenus	9	8 061 333	1 697 127	1 146 212
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	75 878 592	83 387 715	67 843 672
Charges				
Administration générale	12	7 323 207	6 874 230	7 234 156
Sécurité publique	13	9 195 922	7 432 351	6 971 991
Transport	14	16 647 395	17 377 190	16 204 736
Hygiène du milieu	15	13 300 669	13 010 941	12 719 694
Santé et bien-être	16	693 764	755 309	726 303
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 095 124	2 825 277	2 762 221
Loisirs et culture	18	13 434 328	13 693 339	14 095 944
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	5 354 476	5 550 932	5 641 279
	21	69 044 885	67 519 569	66 356 324
Excédent (déficit) de l'exercice	22	6 833 707	15 868 146	1 487 348
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		159 210 964	159 159 093
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(3 381 468)	(1 435 477)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		155 829 496	157 723 616
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		171 697 642	159 210 964

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 833 707	15 868 146	1 487 348
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	62 544 073 ) (	45 322 003 ) (	26 845 058)
Produit de cession	3		1 575	34 094
Amortissement	4	10 498 542	11 859 359	11 003 145
(Gain) perte sur cession	5		(1 575)	82 315
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(52 045 531)	(33 462 644)	(15 725 504)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		30 483	(14 196)
Variation des autres actifs non financiers	10		196 130	(75 703)
	11		226 613	(89 899)
	12	(45 211 824)	(17 367 885)	(14 328 055)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(45 211 824)	(17 367 885)	(14 328 055)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(164 073 322)	(148 309 790)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(4 156 553)	(1 435 477)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(168 229 875)	(149 745 267)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(185 597 760)	(164 073 322)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	23 387 406	17 352 473
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	39 721 755	30 329 435
Prêts (note 6)	4	1 379 735	1 346 000
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	1 677 000	1 393 000
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	66 165 896	50 420 908
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	15 653 037	19 972 544
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	24 280 750	19 184 866
Revenus reportés (note 12)	13	2 292 897	2 292 414
Dette à long terme (note 13)	14	209 536 972	173 044 406
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	251 763 656	214 494 230
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(185 597 760)	(164 073 322)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	356 264 593	322 085 876
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 879	10 879
Stocks de fournitures	20	492 722	501 360
Autres actifs non financiers (note 17)	21	527 208	686 171
	22	357 295 402	323 284 286
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	171 697 642	159 210 964

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	15 868 146	1 487 348
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	11 859 359	11 003 145
Autres			
- Red. F.P.T.J-Centre multi.	3	(2 832 877)	(1 435 477)
- Gain/perte sur disp. d'actifs	4	(1 575)	82 315
	5	24 893 053	11 137 331
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(9 392 320)	(888 873)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	5 095 884	1 246 913
Revenus reportés	9	483	1 771 179
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(284 000)	561 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	8 638	(14 196)
Autres actifs non financiers	13	158 963	(75 703)
	14	20 480 701	13 737 651
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(45 322 003)	(26 845 058)
Produit de cession	16	1 575	34 094
	17	(45 320 428)	(26 810 964)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(259 735)	(864 275)
Remboursement ou cession	19		30 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires			
	22		
	23	(259 735)	(834 275)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	46 385 320	6 916 148
Remboursement de la dette à long terme	25	(9 732 329)	(9 282 402)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(4 319 507)	4 358 371
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(160 425)	80 307
Autres			
- Dette centre red.	28	(1 038 664)	
- Emprunt temp.centre red.	29	(649 702)	
	30	30 484 693	2 072 424
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	31	5 385 231	(11 835 164)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	32	17 352 473	29 187 637
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	33	22 737 704	17 352 473

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est un organisme municipal organisé et existant en vertu des lois de la province de Québec. Selon le décret 302-94, les Villes de Vaudreuil et de Dorion se sont regroupées afin de se constituer en la Ville de Vaudreuil-Dorion, le 16 mars 1994.

La Ville de Vaudreuil était constituée en vertu du Bill 148, chapitre 93, le 10 juillet 1963. La Ville de Dorion était constituée en vertu de la loi Georges V, chapitre 59, le 16 mars 1916.

La ville est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, organisme regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. Les dépenses de la M.R.C. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 27% des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île, le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes et la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion.

Les comptes de la ville, du CIT de la Presqu'île, du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas des partenariats. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île pour l'exercice est de 48,38 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 53,72 % en début d'exercice à 54,54 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice est de 100 %.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes pour l'exercice est de 100 %.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Ville de Vaudreuil-Dorion excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Vaudreuil-Dorion, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

C) Actifs financiersPrêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) PassifsFrais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Véhicules	5, 7, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 9, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 6 et 10 ans
Améliorations locatives	10 ans

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le CIT de La Presqu'île est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminée.

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2015 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

I) Instruments financiers

s.o

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, la ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 *Passif au titre des sites contaminés*. Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur les états financiers de la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 4 408 854	4 040 148
Placements temporaires	2	
Placements de portefeuille	3	
Note		
L'encaisse affectée comprend les soldes des fonds de roulement, de parcs, terrains de jeux et espaces verts, du fonds de stationnement, l'encaisse affectée du CITPI, du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 3 436 086	3 164 345
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 19 016 495	17 148 348
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 11 918 628	4 244 950
Organismes municipaux	8 3 595 710	3 257 658
Autres		
- Organismes & individus, int.	9 1 754 836	2 514 134
-	10	
	11 39 721 755	30 329 435
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12 11 822 368	12 694 368
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15 11 822 368	12 694 368
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16 160 219	144 455
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
- Maison Félix-Leclerc, FCVD	19 1 120 000	1 120 000
- Centre Multi. CDJ, prog. inst.	20 259 735	226 000
	21 1 379 735	1 346 000
Note		

Société de sauvegarde de la mémoire de Félix-Leclerc à Vaudreuil-Dorion

1 000 000\$ taux de base.

Avance dans le cadre du projet de restauration de la maison en attente du versement des subventions et autres sources de financement. Remboursable sur réception des différents montants ou au plus tard le 12 septembre 2018.

Festival de cirque de Vaudreuil-Dorion

120 000 \$ sans intérêt

Avance sur l'entente avec le Festival de cirque pour permettre l'acquisition d'un

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2015

2014

chapiteau. En 2016, la ville a exercé ses droits sur l'hypothèque mobilière et l'organisme a transféré la propriété du chapiteau à l'organisme "Festivités Vaudreuil-Dorion".

Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes

226 000 \$ taux de base + 1 %, remboursable au plus tard le 31 décembre 2025. Ce prêt a été éliminé avec la dette du centre lors de la consolidation.

Programme de mise aux normes des installations septiques d'une partie du district Quinchien - règlement 1695

En 2014, la ville a adopté le règlement 1695 dans le but de financer l'acquisition de systèmes de traitement des eaux usées pour des résidences du secteur Quinchien. Certains citoyens s'en sont prévalu et la somme qui était due, au 31 décembre 2015, s'élève à 259 735 \$ au taux d'intérêt du règlement 1704, adopté afin de financer ce programme d'aide.

7. Placements de portefeuille

Placements à titre d'investissement	22
Autres placements	23
	24

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	2 039 000	1 737 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(362 000)	(344 000)
	27	<u>1 677 000</u>	<u>1 393 000</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 574 000	2 219 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	27 000	30 000
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	15 857	9 822
Régimes de retraite des élus municipaux	32	69 990	69 928
	33	<u>1 686 847</u>	<u>2 328 750</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 90 081 927 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel moins 0.50%. Au 31 décembre 2015, les montants utilisés totalisent 15 003 335 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

De plus, la ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000 \$ au taux préférentiel moins 0.5 %. Au 31 décembre 2015, cette marge de crédit était inutilisée.

À ces emprunts s'ajoute l'emprunt bancaire du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, au montant de 649 702 \$. Cette marge de crédit est autorisée à 900 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel de la banque plus 0,25 % et est garantie par la ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	12 775 321	11 085 450
Salaires et avantages sociaux	38	2 093 646	1 766 001
Dépôts et retenues de garantie	39	7 396 924	4 492 405
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus sur dette L-T	43	1 387 563	1 115 288
- Gouv. du Québec	44	599 296	698 474
- Organismes municipaux	45	28 000	27 248
-	46		
-	47		
	48	<u>24 280 750</u>	<u>19 184 866</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	424	
Transferts	50	416 055	528 065
Autres			
- Parcs, terrains de jeux	51	1 572 386	1 597 059
- Loyers, insc. cours, autres	52	304 032	167 290
	53	2 292 897	2 292 414

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,25	2016	2053	54	209 415 000	173 791 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		9 673
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres	2,95	2,95	2020	2020	61	1 038 664	
					62	210 453 664	173 800 673
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(916 692)	(756 267)
					64	209 536 972	173 044 406

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2016	65	73	10 932 000	81	90	74 640	98	11 006 640
2017	66	74	10 811 000	82	91	74 640	99	10 885 640
2018	67	75	11 068 000	83	92	74 640	100	11 142 640
2019	68	76	10 832 000	84	93	74 640	101	10 906 640
2020	69	77	11 195 000	85	94	74 640	102	11 269 640
2021 et +	70	78	154 577 000	86	95	665 464	103	155 242 464
	71	79	209 415 000	87	96	1 038 664	104	210 453 664
Intérêts et frais accessoires				88	()		105	()
	72	80	209 415 000	89	97	1 038 664	106	210 453 664

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(185 597 760)
Tiers		(164 073 322)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(185 597 760)
		(164 073 322)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	58 680 974	139	14 133 114	166		193	72 814 088
Eaux usées	112	107 725 891	140	1 131 507	167		194	108 857 398
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	110 771 787	141	1 790 813	168		195	112 562 600
Autres	114	40 233 657	142	773 750	169		196	41 007 407
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	28 055 681	144	26 895 266	171		198	54 950 947
Améliorations locatives	117	344 704	145	24 943	172	(121 132)	199	490 779
Véhicules	118	6 480 800	146	391 514	173	16 391	200	6 855 923
Ameublement et équipement de bureau	119	1 951 931	147	92 818	174	(422 281)	201	2 467 030
Machinerie, outillage et équipement divers	120	4 805 581	148	281 821	175	(592 923)	202	5 680 325
Terrains	121	19 217 203	149	591 607	176		203	19 808 810
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>378 268 209</u>	151	<u>46 107 153</u>	178	<u>(1 119 945)</u>	205	<u>425 495 307</u>
Immobilisations en cours	124	<u>76 170 099</u>	152	<u>(785 150)</u>	179		206	<u>75 384 949</u>
	125	<u>454 438 308</u>	153	<u>45 322 003</u>	180	<u>(1 119 945)</u>	207	<u>500 880 256</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	20 086 813	154	1 638 731	181		208	21 725 544
Eaux usées	127	35 231 717	155	2 694 042	182		209	37 925 759
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	47 238 256	156	3 879 392	183		210	51 117 648
Autres	129	17 642 900	157	1 774 994	184		211	19 417 894
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	4 653 184	159	1 027 820	186		213	5 681 004
Améliorations locatives	132	334 842	160	10 618	187	(35 823)	214	381 283
Véhicules	133	3 293 780	161	376 821	188	22 271	215	3 648 330
Ameublement et équipement de bureau	134	1 313 439	162	122 425	189	(193 487)	216	1 629 351
Machinerie, outillage et équipement divers	135	2 557 501	163	334 516	190	(196 833)	217	3 088 850
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>132 352 432</u>	165	<u>11 859 359</u>	192	<u>(403 872)</u>	219	<u>144 615 663</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>322 085 876</u>					220	<u>356 264 593</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	10 879	10 879
	234	10 879	10 879
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	10 879	10 879

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	527 208	592 185
Frais reportés			
- Rôle triennal	238		92 430
- Autre	239		1 556
	240	527 208	686 171

Note**18. Obligations contractuelles**

Principaux contrats (avant taxes):

	2016	2017	2018	2019	2020
Loyer Hôtel-de-ville	355 896	420 250	447 118	153 245	-
Déchets domestiques	1 456 833	-	-	-	-
Déneigement secteur urbain	1 094 668	951 453	-	-	-
Services d'évaluation foncière	564 933	579 056	-	-	-
Club de Hockey Les Mustangs de Vaudreuil-Dorion	10 000	5 000	-	-	-
Gestion des systèmes d'alarme	3 433	-	-	-	-
Location de terrain	22 000	24 500	25 000	-	-
Entretien de logiciel	2 942	3 015	-	-	-
Licence d'utilisation logiciel	11 500	11 500	-	-	-
Classification horticole (Fleurons)	970	970	-	-	-
Vidéotheque nuagique	960	-	-	-	-
Gestion Opti-Centre	10 000	10 000	10 000	-	-
Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes	1 758 668	1 802 635	1 847 701	1 893 893	1 941 240

Programme d'activités sportives école secondaire de la Cité-des-Jeunes

Afin de favoriser la plus large participation possible des jeunes adolescents à la pratique d'activités physiques, la ville s'est engagée à défrayer une partie des frais d'inscription des jeunes résidents au programme d'activités sportives de la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de cinq ans à compter de 2010. Cette entente a été reconduite aux mêmes conditions pour une période supplémentaire de quatre ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2016: 35 000 \$
2017: 35 000 \$
2018: 35 000 \$

Subventions

La ville s'est engagée à verser 16 400 \$ par année pour une période de cinq ans à la Fondation de l'Hôpital du Suroît dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2012-2016.

2016: 16 400 \$

Un protocole d'entente sur l'utilisation d'un terrain de soccer synthétique a été signé avec la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de 10 ans. La ville s'est aussi engagée pour l'entretien dudit terrain pour la même période pour un montant ne dépassant pas 70 000\$.

La ville s'est engagée à verser une aide financière de 350 000 \$ dans le cadre du projet de restauration de la Maison Félix-Leclerc. Cette aide financière est conditionnelle à la réalisation du projet.

2016: 50 000 \$

La ville s'est engagée à verser un montant annuel de 5 000 \$ au Club de Gymnastique Gymini à titre de partenaire performance pour les années 2012 à 2016.

2016: 5 000 \$

La ville s'est engagée à verser un montant annuel de 25 000 \$ à la Fondation de la Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges pour les années 2014 à 2016.

2016: 25 000 \$

La ville s'est engagée à verser un montant maximum annuel de 2 000 \$ pour les exercices 2015, 2016 et 2017 au Centre Notre-Dame-de-Fatima pour des services spécialisés destinés aux enfants handicapés résidents de Vaudreuil-Dorion

2016: 2 000 \$
2017: 2 000 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Le 2 mai 2006, la ville a obtenu l'approbation de la ministre des Affaires municipales et des Régions pour se rendre caution d'une obligation de 300 000 \$, pour le compte de la Société de Sauvegarde de la mémoire de Félix Leclerc à Vaudreuil-Dorion dans le cadre de l'acquisition d'un site du patrimoine de la maison Félix-Leclerc. Cet immeuble porte le numéro 1 831 576 du cadastre du Québec et est situé au 186, chemin de l'Anse.

En août 2011, la ville a cautionné une marge de crédit et par la suite, un emprunt à long terme, pour un montant n'excédant pas 2 000 000 \$, pour le compte du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

Des contribuables et des tiers ont signifié des réclamations en dommages-intérêts pour un montant d'environ 4 355 551 \$ dont un montant de 28 000 \$ a été provisionné aux livres afin de pourvoir aux réclamations non couvertes par l'assureur de la ville ou pour lesquelles la ville n'en conteste pas le bien-fondé. Advenant un dénouement défavorable de l'une de ces causes, le montant à payer par la ville serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1er janvier 2014, le solde des fonds réservés a été redressé d'un montant de 1 435 477\$ afin de reclasser les revenus accumulés dans le fonds parcs et terrains de jeux dans les revenus reportés, ces sommes répondant à la définition d'un passif.

État de la situation financière

Revenus reportés	(1 597 059) \$
Fonds réservés	1 620 898 \$
Excédent non affecté	(23 839) \$

De plus, en décembre 2015, suite à la modification de ses règlements généraux, le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes est devenu admissible à la consolidation. Ainsi la dette nette de l'organisme a été ajoutée à celle de la ville pour un montant de 4 156 553 \$. De même, l'excédent accumulé de la ville a été réduit de 3 381 468 \$.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans le budget des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 23 387 406	17 352 473
Découvert bancaire	242 ()	()
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
- Emprunts temporaires	248 (649 702)	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 22 737 704	17 352 473
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice 292

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****26 ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DU C.I.T. LA PRESQU'ILE**

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 65,07 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 874 338 \$, incluant la clause carburant, en 2015.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2500 heures par an par véhicule pour les trois premiers autocars assignés, au taux horaire de 122,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2015 est de 124,36 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 318 925 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99,00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 103,53 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 540 711\$, excluant la clause carburant, en 2015.

En septembre 2015, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2024 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus intermédiaires à raison d'un minimum de 3 000 heures par an, par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 79,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1.25 % par année. Le taux horaire au 25 mai 2015 est de 79,50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 326 762 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

ENGAGEMENTS DU CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE DE LA CITÉ-DES-JEUNES

L'organisme s'est engagé en vertu de contrats pour des services de télécommunications et d'entretien ménager.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les montants exigibles au cours des prochains exercices sont :

2016 : 168 372 \$

2017 : 162 086 \$

27 OEUVRES D'ART

Lors de projets réalisés en partenariat avec le gouvernement du Québec, la ville doit investir une somme équivalant généralement à 1% de la valeur du projet dans l'intégration d'une œuvre d'art. Dans chaque cas, une entente avec le ministère de la Culture vient préciser les modalités (coût, artiste, etc.,). Voici le coût des œuvres d'arts passées en charge selon les projets:

2013: réfection et agrandissement (2e glace) de l'aréna municipal: 104 190 \$

2015: construction d'un centre multisports: 135 688 \$

28 À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 478 894	5 281 774
Excédent de fonctionnement affecté	2	15 285 619	12 367 905
Réserves financières et fonds réservés	3	4 311 519	4 220 354
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 868 379 ) (	2 511 453)
Financement des investissements en cours	5	(11 399 694)	(24 990 838)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	161 889 683	164 843 222
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	[REDACTED]	[REDACTED]
	8	171 697 642	159 210 964
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 383 871	5 223 617
Organismes contrôlés	10	(904 977)	58 157
	11	4 478 894	5 281 774
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Exercice financier suivant	12	1 983 627	1 120 628
- Prog. réno. bâtiments anciens	13	50 000	50 000
- Immeubles municipaux	14	11 387 777	9 451 594
- Actif-avantages sociaux futurs	15	1 677 000	1 393 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	15 098 404	12 015 222
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- CITPI	22	187 215	352 683
-	23		
-	24		
	25	187 215	352 683
	26	15 285 619	12 367 905
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- CITPI	27	1 065 865	1 059 724
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	1 065 865	1 059 724
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	1 424 942	1 480 720
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		8 261
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	773 871	790 605
Financement des activités de fonctionnement	38	915 892	754 668
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
- Fonds de stationnement	41	130 949	126 376
-	42		
-	43		
-	44		
	45	3 245 654	3 160 630
	46	4 311 519	4 220 354

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 (2 607) ()	(4 681)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (2 607) ()	(4 681)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (2 865 772) ()	(2 506 772)
	64 (2 868 379) ()	(2 511 453)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 252 955	187 967
Investissements à financer	66 (11 652 649) ()	(25 178 805)
	67 (11 399 694)	(24 990 838)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 356 264 593	322 085 876
Propriétés destinées à la revente	69 10 879	10 879
Prêts	70 1 379 735	1 346 000
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 357 655 207	323 442 755
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 209 536 972	173 044 406
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 916 692	756 267
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (11 822 368) ()	(12 694 368)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (2 865 772) ()	(2 506 772)
	79 195 765 524	158 599 533
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 195 765 524	158 599 533
	82 161 889 683	164 843 222

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Vaudreuil-Dorion parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final. Ce salaire final est calculé comme étant égal à la moyenne des six années les mieux rémunérées du participant. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2014.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 5.0 % du salaire. Un ajustement à la cotisation salariale est prévu pour les années 2013 à 2027. Cet ajustement est de 1% en 2013, 2% en 2014 et 3 % de 2015 à 2027 ou jusqu'à ce que le Régime soit pleinement capitalisé selon la première éventualité. Les cotisations annuelles de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % du salaire final pour chaque année de participation.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

Application de la Loi aux régimes de la municipalité

La municipalité participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui fait l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016. À moins d'entente différente à cet effet, puisque le Régime est un régime avec report, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur, soit le 31 décembre 2017 au plus tard. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

Suite à la préparation des états financiers de 2014, une nouvelle évaluation actuarielle au 31 décembre 2014 a été préparée relativement à l'application de la Loi. À la suite de cette évaluation actuarielle, aucun ajustement n'a été apporté aux coûts des services passés ou à tout autre effet de l'application de la Loi.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 1 737 000	2 282 000
Charge de l'exercice	5 (1 574 000)	(2 219 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 876 000	1 674 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>2 039 000</u>	<u>1 737 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 26 371 000	22 794 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>27 644 000</u>)	(<u>24 625 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (1 273 000)	(1 831 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>3 312 000</u>	<u>3 568 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 2 039 000	1 737 000
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>2 039 000</u>	<u>1 737 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 26 371 000	22 794 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>27 644 000</u>)	(<u>24 625 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>1 273 000</u>)	(<u>1 831 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 929 000	3 007 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 ()	(67 000)
	21 <u>1 929 000</u>	<u>2 940 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (825 000)	(1 601 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 <u>1 104 000</u>	<u>1 339 000</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 388 000	570 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	67 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 492 000</u>	<u>1 976 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>1 421 000</u>	<u>1 294 000</u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u>1 339 000</u>)	(<u>1 051 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>82 000</u>	<u>243 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 574 000</u>	<u>2 219 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 743 000	1 599 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 339 000)	(1 051 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 404 000	548 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (536 000)	2 361 000
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (867 000)	(935 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 27 195 000	24 957 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,65 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,65 %	5,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	6 000
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>1</u>	58 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie des retraités et des personnes à charge pour les retraités actuels et futurs, ainsi que des prestations de soins de santé pour les retraités et les personnes à charge de trois retraités actuels (qui ont pris leur retraite avant le 1er juillet 1998). La Ville paie 100 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2013.

Depuis le 1er juillet 2014, la ville parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées à l'égard des participants affectés par la rente maximale du Régime complémentaire de retraite de la Ville de Vaudreuil-Dorion, soit le Régime surcomplémentaire de retraite de la Ville de Vaudreuil-Dorion. Le régime de retraite est non contributif.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (344 000)	(328 000)
Charge de l'exercice	60 (27 000)	(30 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 9 000	14 000
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>362 000</u>)	(<u>344 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (402 000)	(360 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 40 000	16 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>362 000</u>)	(<u>344 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	11 000	11 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime		
	11 000	11 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	()	()
	11 000	11 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	4 000	7 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime		
Autres		
-		
-		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	15 000	18 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	12 000	12 000
Charge de l'exercice	27 000	30 000

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	(28 000)	32 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	13	14

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	3,28 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	3,25 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	6,50 %	6,70 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	5,10 %	5,10 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	2020	2020
Autres hypothèses économiques		
-		
-		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	91

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Ce régime est offert par le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île à ses employé(e)s. Celui-ci prend la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé. La dépense du CIT est représentée par la cotisation qu'il a versée.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>15 857</u>	<u>9 822</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>9</u>	<u>9</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>17 224</u>	<u>17 466</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	58 046	58 862
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	11 944	11 066
100	<u>69 990</u>	<u>69 928</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	209 415 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	11 652 652
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	773 871
Débiteurs	8	11 822 368
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	252 955
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	208 218 458
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	1 038 664
Endettement net à long terme	16	209 257 122
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	797 855
Communauté métropolitaine	18	288 690
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	210 343 667
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	210 343 667
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	42 313 611	42 557 548	42 557 548	39 875 786
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 882 483	1 940 775	1 940 775	1 854 343
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	44 196 094	44 498 323	44 498 323	41 730 129
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 780 763	4 951 021	4 951 021	4 799 085
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-Tarif installations UV	14	25 314	30 795	30 795	25 314
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	155 000	143 809	143 809	154 197
Service de la dette	18	5 936 152	6 242 404	6 242 404	5 835 621
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		9 645	9 645	40 287
	21	10 897 229	11 377 674	11 377 674	10 854 504
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	10 897 229	11 377 674	11 377 674	10 854 504
	26	55 093 323	55 875 997	55 875 997	52 584 633

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	130 836	145 445	129 967
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28		2 084	1 512
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	130 836	147 529	131 479
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	79 402	57 856	112 293
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	506 869	775 378	777 458
	35	586 271	833 234	889 751
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	717 107	980 763	1 021 230
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	24 704	24 773	23 964
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	295	295	295
Taxes d'affaires	43			
	44	24 999	25 068	24 259
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45		28 228	27 898
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	24 756		
	47	24 756	28 228	27 898
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	766 862	1 034 059	1 073 387

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	9 207	9 207	
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	48 991	48 991	
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		1 507 204	1 395 229
Transport adapté	61	480 000	890 824	490 496
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	7 441	7 441	8 460
Réseau de distribution de l'eau potable	68	7 708	7 708	8 799
Traitement des eaux usées	69	76 229	93 922	
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			263 465
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75	220 000	250 923	250 923
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		23 103	23 103
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		1 000	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			624
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	306 390	382 455	306 701
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	101 760	109 680	112 492
Autres	88	1 200	41 000	30 000
Réseau d'électricité	89			
	90	1 200 728	1 865 254	2 616 266

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	273 000	273 000	151 250
Traitement des eaux usées	108	958 017	10 483 442	10 483 442
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	958 017	10 756 442	10 756 442
				151 250

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	2 158 745	12 621 696	14 129 900
				2 767 516

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	215 313	287 180	287 180
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	215 313	287 180	287 180
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	227 000	201 236	201 236
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157		55 901	55 901
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	227 000	257 137	257 137
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	6 300	4 850	4 850
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	6 865	6 585	6 585
Autres	178			
	179	13 165	11 435	11 435
Réseau d'électricité	180			
	181	455 478	555 752	555 752

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	113 051	143 920	159 927
Sécurité publique	183	30 000	96 376	13 649
Transport				
Réseau routier	184	62 076	163 190	259 398
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 056 499	1 028 825
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		542 333	380 850
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	4 732	42 315	33 840
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	178 000	186 372	208 830
Loisirs et culture	193	3 100 238	3 333 079	3 068 934
Réseau d'électricité	194			
	195	3 488 097	3 965 252	5 564 084
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	3 943 575	4 521 004	5 580 973
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	166 350	400 660	273 655
Droits de mutation immobilière	198	3 000 000	3 019 861	3 060 514
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200	1 841	2 501	2 039
	201	3 168 191	3 423 022	3 336 208
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	479 500	473 464	579 551
INTÉRÊTS	203	530 200	624 063	775 192
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		1 575	(82 315)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	7 998 333	19 181	537
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			52 739
Autres contributions	210			
Autres	211	65 000	1 515 395	1 175 251
	212	8 063 333	1 536 151	1 146 212

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	774 961	756 019	1 556	757 575	757 575	790 942
Application de la loi	2	334 981	341 854		341 854	341 854	400 112
Gestion financière et administrative	3	1 981 907	1 846 937	50 003	1 896 940	1 896 940	2 248 869
Greffe	4	723 915	693 133	1 213	694 346	694 346	587 681
Évaluation	5	472 532	460 559		460 559	460 559	463 719
Gestion du personnel	6	813 294	768 491	10 241	778 732	778 732	743 397
Autres	7	2 052 096	1 917 804	26 420	1 944 224	1 944 224	1 999 436
	8	7 153 686	6 784 797	89 433	6 874 230	6 874 230	7 234 156
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 295 442	4 251 351	2 583	4 253 934	4 253 934	4 193 169
Sécurité incendie	10	3 452 046	2 549 610	423 673	2 973 283	2 973 283	2 548 944
Sécurité civile	11	96 308	61 295	3 854	65 149	65 149	83 633
Autres	12	160 613	139 985		139 985	139 985	146 245
	13	9 004 409	7 002 241	430 110	7 432 351	7 432 351	6 971 991
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 881 946	3 718 623	4 162 843	7 881 466	7 881 466	7 725 781
Enlèvement de la neige	15	2 089 176	1 936 641	17 874	1 954 515	1 954 515	1 834 201
Éclairage des rues	16	378 954	346 606	821 571	1 168 177	1 168 177	1 154 189
Circulation et stationnement	17	318 849	277 979	108 514	386 493	386 493	409 666
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 321 536	2 608 380	1 311	2 609 691	5 986 539	5 080 899
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	9 990 461	8 888 229	5 112 113	14 000 342	17 377 190	16 204 736

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 693 004	2 451 627	799 918	3 251 545	3 251 545	3 321 044
Réseau de distribution de l'eau potable	24	954 678	1 031 543	937 641	1 969 184	1 969 184	1 815 125
Traitement des eaux usées	25	1 092 968	940 515	563 473	1 503 988	1 503 988	1 566 319
Réseaux d'égout	26	670 227	605 709	2 192 328	2 798 037	2 798 037	2 780 628
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	767 113	768 820		768 820	768 820	714 097
Élimination	28	1 027 565	904 171		904 171	904 171	863 761
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	890 391	871 899		871 899	871 899	763 798
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	58 653	237 185	5 521	242 706	242 706	142 973
Traitement	32	15 749	28 411		28 411	28 411	22 078
Matériaux secs	33	16 798	17 599		17 599	17 599	6 764
Autres	34	182 381					553
Plan de gestion	35	69 889	69 888		69 888	69 888	89 282
Autres	36						
Cours d'eau	37	49 408	22 578		22 578	22 578	67 572
Protection de l'environnement	38	627 638	562 115		562 115	562 115	565 700
Autres	39						
	40	9 116 462	8 512 060	4 498 881	13 010 941	13 010 941	12 719 694
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	371 653	356 869		356 869	356 869	379 525
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	322 111	325 743		325 743	398 440	346 778
	44	693 764	682 612		682 612	755 309	726 303
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 537 322	2 281 279	14 394	2 295 673	2 295 673	2 274 634
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	532 421	528 428		528 428	528 428	487 333
Tourisme	49	5 670	1 176		1 176	1 176	254
Autres	50						
Autres	51						
	52	3 075 413	2 810 883	14 394	2 825 277	2 825 277	2 762 221

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 079 390	4 983 222	392 281	5 375 503	3 487 606	2 842 032
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 818 267	1 731 581	363 845	2 095 426	2 095 426	1 842 443
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 027 169	827 487	39 444	866 931	866 931	877 567
Parcs et terrains de jeux	56	2 677 281	2 604 678	798 196	3 402 874	3 402 874	4 641 166
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	789 984	820 466		820 466	820 466	949 000
	60	9 392 091	10 967 434	1 593 766	12 561 200	10 673 303	11 152 208
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	710 394	714 357	4 535	718 892	718 892	678 449
Bibliothèques	62	1 725 199	1 543 122	68 166	1 611 288	1 611 288	1 599 932
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	641 466	677 020	12 836	689 856	689 856	665 355
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	3 077 059	2 934 499	85 537	3 020 036	3 020 036	2 943 736
	67	12 469 150	13 901 933	1 679 303	15 581 236	13 693 339	14 095 944
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	4 907 025	5 186 646		5 186 646	5 186 646	5 037 804
Autres frais	70	261 451	257 474		257 474	257 474	262 340
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	175 000	96 000		96 000	96 000	255 000
Autres	72	11 000	8 453		8 453	10 812	86 135
	73	5 354 476	5 548 573		5 548 573	5 550 932	5 641 279
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	10 457 462	11 824 234	(11 824 234)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Vaudreuil-Dorion (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL



1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2016-05-27

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 505 000	612 373	556 296
Usines de traitement de l'eau potable	2	25 025 000	5 407 753	14 887 871
Usines et bassins d'épuration	3	17 964 240	29 660 499	3 036 026
Conduites d'égout	4	4 055 000	622 795	374 199
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	8 254 000	3 761 860	2 192 150
Ponts, tunnels et viaducs	7		2 444	
Systèmes d'éclairage des rues	8		402 641	417 852
Aires de stationnement	9			124 993
Parcs et terrains de jeux	10		551 633	1 494 558
Autres infrastructures	11	831 000	1 193 644	618 886
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		32 205	94 921
Édifices communautaires et récréatifs	14	30 000	1 012 609	373 799
Améliorations locatives	15		24 943	743
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	601 000	391 514	1 211 138
Ameublement et équipement de bureau	18	40 000	90 103	177 409
Machinerie, outillage et équipement divers	19	69 000	270 518	694 089
Terrains	20	1 145 000	1 270 451	590 128
Autres	21			
	22	62 519 240	45 283 042	26 845 058

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		499 871	344 961
Usines de traitement de l'eau potable	24		5 407 753	14 887 871
Usines et bassins d'épuration	25		29 660 499	3 036 026
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		3 019 581	1 621 761
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		112 502	211 335
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		622 795	374 199
Autres infrastructures	32		2 892 641	3 226 678
Autres immobilisations	33		3 067 400	3 142 227
	34		45 283 042	26 845 058

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	173 791 000	45 346 656	9 722 656	209 415 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	9 673		9 673	
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6		1 038 664		1 038 664
	7	173 800 673	46 385 320	9 732 329	210 453 664
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	798 866	120 104	145 099	773 871
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	98 319 345	41 857 561	5 492 116	134 684 790
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	61 988 094	4 407 655	3 223 114	63 172 635
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	161 106 305	46 385 320	8 860 329	198 631 296
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	12 694 368		872 000	11 822 368
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	12 694 368		872 000	11 822 368
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	12 694 368		872 000	11 822 368
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	12 694 368		872 000	11 822 368
	26	173 800 673	46 385 320	9 732 329	210 453 664
Dettes en cours de refinancement					
Reclassement / Redressement	27	()		()	
	28				
	29	173 800 673	46 385 320	9 732 329	210 453 664

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	501	501	500
Évaluation	2			
Autres	3	462 836	457 927	436 137
Sécurité publique				
Police	4	49 410	49 410	78 892
Sécurité incendie	5	114 009	64 599	35 734
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 659 508	1 305 255	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	998 259	998 256	834 821
Cours d'eau	13	41 533	22 517	55 887
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	371 653	356 869	354 525
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	427 986	427 986	406 934
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	521 552	518 861	477 808
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	17 901	17 901	17 322
Activités culturelles	23	272 404	295 418	172 623
Réseau d'électricité				
	24			
	25	5 887 641	4 515 500	3 210 245
				2 871 183

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	44,14	37,50	4 125 004	1 172 109	5 297 113
Professionnels	2					
Cols blancs	3	93,67	35,00	4 442 544	1 262 337	5 704 881
Cols bleus	4	65,67	40,00	3 809 534	1 082 468	4 892 002
Policiers	5					
Pompiers	6	10,93	40,00	847 830	132 938	980 768
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	214,41		13 224 912	3 649 852	16 874 764
Élus	9	9,00		394 156	96 687	490 843
	10	223,41		13 619 068	3 746 539	17 365 607

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	508 263			382 561	890 824
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	7 441				7 441
Réseau de distribution de l'eau potable	13	7 708	273 000			280 708
Traitement des eaux usées	14	93 922	3 061 165	7 422 277		10 577 364
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	807 161			58 198	865 359
	17	1 424 495	3 334 165	7 422 277	440 759	12 621 696

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	341 854	27		53	341 854	79		105	341 854	131
Évaluation	2	460 559	28		54	460 559	80	1 150	106	459 409	132
Autres	3	5 982 384	29	89 433	55	6 071 817	81	142 770	107	5 929 047	133
	4	6 784 797	30	89 433	56	6 874 230	82	143 920	108	6 730 310	134
Sécurité publique											
Police	5	4 251 351	31	2 583	57	4 253 934	83		109	4 253 934	135
Sécurité incendie	6	2 549 610	32	423 673	58	2 973 283	84	383 556	110	2 589 727	136
Sécurité civile	7	61 295	33	3 854	59	65 149	85		111	65 149	137
Autres	8	139 985	34		60	139 985	86		112	139 985	138
	9	7 002 241	35	430 110	61	7 432 351	87	383 556	113	7 048 795	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	3 718 623	36	4 162 843	62	7 881 466	88	138 927	114	7 742 539	140
Enlèvement de la neige	11	1 936 641	37	17 874	63	1 954 515	89	24 263	115	1 930 252	141
Autres	12	624 585	38	930 085	64	1 554 670	90		116	1 554 670	142
Transport collectif	13	2 608 380	39	1 311	65	2 609 691	91		117	2 609 691	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	8 888 229	41	5 112 113	67	14 000 342	93	163 190	119	13 837 152	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 451 627	42	799 918	68	3 251 545	94	226 274	120	3 025 271	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 031 543	43	937 641	69	1 969 184	95	7 622	121	1 961 562	147
Traitement des eaux usées	18	940 515	44	563 473	70	1 503 988	96	59 142	122	1 444 846	148
Réseaux d'égout	19	605 709	45	2 192 328	71	2 798 037	97	2 020	123	2 796 017	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 672 991	46		72	1 672 991	98		124	1 672 991	150
Matières recyclables	21	1 155 094	47	5 521	73	1 160 615	99		125	1 160 615	151
Autres	22	69 888	48		74	69 888	100	4 344	126	65 544	152
Cours d'eau	23	22 578	49		75	22 578	101		127	22 578	153
Protection de l'environnement	24	562 115	50		76	562 115	102	50	128	562 065	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	8 512 060	52	4 498 881	78	13 010 941	104	299 452	130	12 711 489	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Santé et bien-être													
Logement social	157	356 869	172		187	356 869	202		217		356 869	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233	
Autres	159	325 743	174		189	325 743	204		219		325 743	234	
	160	682 612	175		190	682 612	205		220		682 612	235	
Aménagement, urbanisme et développement													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 281 279	176	14 394	191	2 295 673	206	186 372	221		2 109 301	236	26 448
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237	
Promotion et développement économique	163	529 604	178		193	529 604	208		223		529 604	238	
Autres	164		179		194		209		224			239	
	165	2 810 883	180	14 394	195	2 825 277	210	186 372	225		2 638 905	240	26 448
Loisirs et culture													
Activités récréatives	166	10 967 434	181	1 593 766	196	12 561 200	211	3 325 446	226		9 235 754	241	1 167 614
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	1 543 122	182	68 166	197	1 611 288	212	19 068	227		1 592 220	242	47 868
Autres	168	1 391 377	183	17 371	198	1 408 748	213		228		1 408 748	243	
	169	13 901 933	184	1 679 303	199	15 581 236	214	3 344 514	229		12 236 722	244	1 215 482
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245	
	171	48 582 755	186	11 824 234	201	60 406 989	216	4 521 004	231		55 885 985	246	5 548 573

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	45 283 042	26 808 770
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	45 283 042	26 808 770

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	5 223 617	3 644 933
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 223 617	3 644 933
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	5 243 133	4 715 196
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(74 901)	(722 949)
Activités d'investissement	6	(85 829)	(587 935)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(4 922 149)	(575 628)
Réserves financières et fonds réservés	8		(1 250 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	160 254	1 578 684
Solde à la fin de l'exercice	12	5 383 871	5 223 617
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	12 015 222	12 666 452
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	12 015 222	12 666 452
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 138 628)	(1 136 628)
Activités d'investissement	17	(700 339)	(90 230)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	4 922 149	575 628
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	3 083 182	(651 230)
Solde à la fin de l'exercice	22	15 098 404	12 015 222
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	3 160 630	4 967 502
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		164 523
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 160 630	5 132 025
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	561 527	(1 420 127)
Activités d'investissement	27	(533 155)	(1 987 499)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		1 250 000
Financement des investissements en cours	29	56 652	186 231
	30	85 024	(1 971 395)
Solde à la fin de l'exercice	31	3 245 654	3 160 630

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (2 511 453)	(997 019)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(1 600 000)
Solde redressé au début de l'exercice	34 (2 511 453)	(2 597 019)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (616 688)	(214 699)
	48 (616 688)	(214 699)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 2 074	1 356
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50 331 065	298 909
	51 333 139	300 265
Solde à la fin de l'exercice	52 (2 795 002)	(2 511 453)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (24 990 838)	(7 444 722)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	(1 574 632)
Solde redressé au début de l'exercice	55 (24 990 838)	(9 019 354)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 13 647 796	(15 785 253)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (56 652)	(186 231)
	60 13 591 144	(15 971 484)
Solde à la fin de l'exercice	61 (11 399 694)	(24 990 838)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 164 793 266	145 214 022
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	1 574 632
Solde redressé au début de l'exercice	64 164 793 266	146 788 654
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (2 482 161)	18 004 612
Solde à la fin de l'exercice	68 162 311 105	164 793 266

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>4 750 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>4 750 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>4 750 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 () 6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	790 605 9	10	63 102 11	56 652 12 (136 488) 13	14	773 871
	15	790 605 16	17	63 102 18	56 652 19 (136 488) 20	21	773 871

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 6 □ 9 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 5 □ 1 □ 8 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 7 □ 0 □ 0 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 7 □ 6 □ 6 □ 8 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 2 □ 3 □ 4 □ 2 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 6 □ 9 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[2][7][5] , [0][0]	\$
Égout	2	[][][][] , [][][]	\$
Eau et égout	3	[][][][] , [][][]	\$
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][][]	\$
Matières résiduelles	5	[][][][] , [][][]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][][] , [][][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Améliorations locales de	,0026	1	
Améliorations locales à	,3750	1	
Améliorations locales de	,0015	2	
Améliorations locales à	1,5425	2	
Améliorations locales de	,5723	3	
Améliorations locales à	80,2247	3	
Améliorations locales de	169,4349	4	
Améliorations locales à	1 078,2644	4	
Améliorations locales de	,0004	7	au pied carré
Améliorations locales à	,0927	7	au pied carré
Améliorations locales de	,6924	7	au pied linéaire
Améliorations locales à	21,9303	7	au pied linéaire
tarifs d'eau de	235,0000	4	
tarifs d'eau à	8 778,0000	4	
tarifs d'eau/compteur (traitée et épurée)	,7460	5	
tarifs d'eau/compteur (traitée)	,4700	5	
Compensations serv. mun. de	,3153	1	
Compensations serv. mun. à	,3598	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	134 980	\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	117 066	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2555, rue Dutrisac
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion, QC J7V 7E6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542
(ind. rég.) (numéro)

Courriel courriel@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA

Téléphone (450) 455-3371 2105
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marco.pilon@ville.vaudreuil-dorion.qc.c

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion, QC J7V 7N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Marco Pilon ,FCPA, FCGA, OMA, trésorier , atteste que le rapport financier consolidé de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-06-06 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Vaudreuil-Dorion .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Vaudreuil-Dorion consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Vaudreuil-Dorion détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 15 868 146 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,9689 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-06-06 11:59:27

Date de transmission au Ministère : 2016/06/07